



EU FOCUS ELECTIONS EUROPÉENNES

Mars 2014

A l'approche des élections européennes de mai 2014, Athenora a souhaité rééditer la publication de ses EU Focus dédiés à l'analyse des changements institutionnels de la prochaine mandature.

Le premier EU focus est consacré dans une première partie aux candidats Français en position éligible pour un poste de député européen, et la deuxième partie s'intéresse aux six candidats qui briguent la fonction de Président de la Commission européenne.

Elections européennes 2014 – Introduction	1
Les elections européennes en France	1
Que prédisent les sondages ?	1
Les têtes de listes françaises	3
Union Pour un Mouvement Populaire	3
Parti Socialiste	4
Europe Ecologie Les Verts	5
Alternative UDI-MoDem	6
Front de Gauche	7
Front National	7
La course à la Présidence de la Commission	8
Jean-Claude Juncker	8
Martin Schultz	8
Guy Verhofstadt	9
Jose Bove Et Ska Keller	9
Alexis Tsipras	9

8, Avenue de la Joyeuse
Entrée
B-1040 Brussels, BELGIUM
www.athenora.com

+32(0)2 280 39 94
contact@athenora.com

Les élections européennes 2014 - Introduction

Les prochaines élections au Parlement européen auront lieu dans tous les États membres en mai 2014. Les élections européennes se déroulent au suffrage universel direct depuis 1979. Ce scrutin permettra l'élection de 751 députés européens, représentant plus de 500 millions d'habitants et environ 388 millions d'électeurs dans les 28 États de l'Union jusqu'en 2019.

Aux élections européennes, la plupart des États membres ont une circonscription unique. Seuls quatre États membres (la France, l'Irlande, l'Italie et le Royaume-Uni) ont divisé leur territoire national en plusieurs circonscriptions régionales.

Les élections européennes ne se déroulent pas le même jour dans toute l'Union. Elles ont lieu entre le 22 et le 25 mai 2014 et peuvent se dérouler sur une ou plusieurs journées. Les élections européennes se dérouleront selon le calendrier suivant :

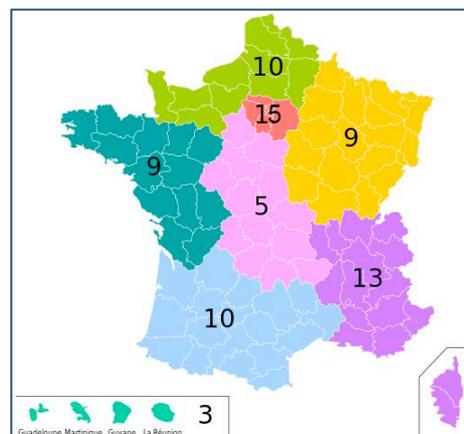
Jour de vote	Pays
22 Mai 2014	Pays-Bas, Royaume-Uni
23 Mai 2014	Irlande, République Tchèque (1er Jour)
24 Mai 2014	Chypre, France (Outre-Mer, En Partie), Italie (1er Jour), Lettonie, Malte, République Tchèque (2e Jour), Slovaquie.
25 Mai 2014	Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Italie (2e Jour), Lituanie, Luxembourg, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède, Slovaquie.

Les élections européennes en France

La France dispose de **74 sièges** à pourvoir avec 8 eurorégions (voir la carte ci-contre pour la répartition des sièges – source Wikipedia). Les élections auront lieu le 24 mai 2014 pour les départements d'Outre-mer et 25 mai 2014 pour les autres départements français.

Bien qu'il s'agisse d'élections européennes, c'est au niveau national que sont décidés les modes de scrutin, les circonscriptions, les conditions d'éligibilité et le règlement du contentieux électoral.

Le mode de scrutin est celui de la **représentation proportionnelle**, avec des **listes bloquées**. Ce système nous permet à plusieurs mois des élections d'anticiper les futures personnalités qui composeront la délégation française. Les sièges sont attribués selon la **méthode d'Hondt**.



Que prédisent les sondages ?

En France, la plupart des sondages s'accordent pour prédire une percée des extrêmes et, surtout, de l'euroscepticisme. En janvier dernier, le Front national était même en tête des intentions de vote selon un sondage Ifop¹, qui plaçait le parti de Marine Le Pen devant l'UMP et le PS. Le Front de gauche, d'après les résultats des derniers sondages, serait lui aussi susceptible de gagner de nouveaux sièges.

¹ Sondage Ifop pour le JDD, 17 janvier 2014 [En ligne].

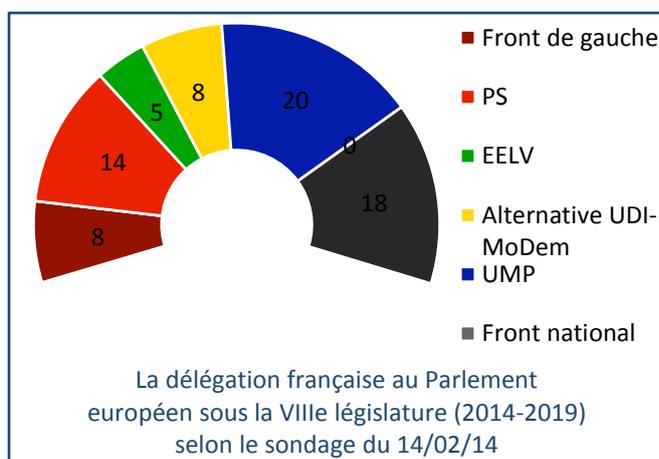
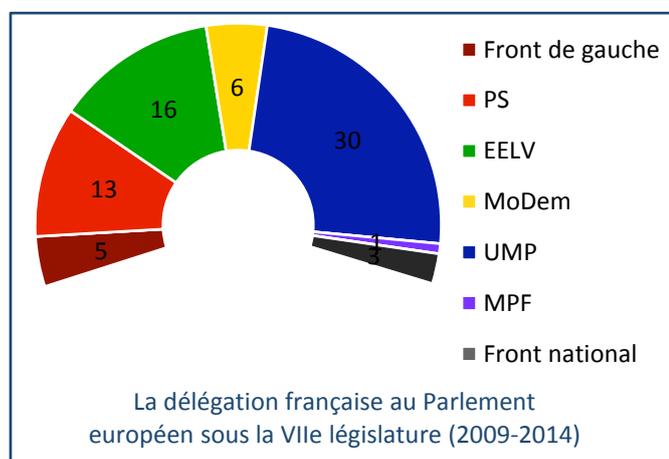
En outre, s'il est possible que les socialistes au niveau européen représentent le premier groupe au nouveau Parlement européen à partir de 2014, le Parti socialiste français semble lui pouvoir tout juste maintenir ses effectifs à Strasbourg.

Enfin, un des perdants des prochaines élections européennes pourrait bien être l'UMP, souffrant de la concurrence du FN à sa droite, et du départ de ses listes des centristes de l'UDI qui feront cette année liste commune avec le MoDem.

Les écologistes ont également très peu de chances de réitérer leur score record de 2009, et pourraient perdre plus de la moitié de leurs députés selon les dernières prévisions.

Le tableau et les graphiques ci-dessous donnent un aperçu de la composition de la délégation française au Parlement européen si les derniers sondages venaient à se concrétiser.

Parti	Groupe	Votes en 2009	Sondages au 14/02/2014 ²
Union pour un Mouvement Populaire (UMP)	PPE	27,88%	22%
Front national (FN)	Non-inscrits	6,34%	20%
Parti socialiste (PS)	(S&D)	16,48%	16%
Alternative UDI-MoDem	ADLE ³	8,46% ⁴	12%
Front de Gauche	GUE/NGL	6,47%	9%
Europe Ecologie – Les Verts (EELV)	Verts/ALE	16,28%	9%
Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA)	-	4,88%	4%
Mouvement pour la France (MPF)	ELD	4,80%	Non testé
Debout la République (DLR)	-	1,77%	3%



2 « Les Français et l'Europe à 100 jours des Elections Européennes », *Sondage Le Figaro-LCI-OpinionWay*, 14 février 2014 [En ligne].

3 Sous la VIIe législature du Parlement européen, les eurodéputés membres de l'UDI, créé en 2012, ont siégé avec l'UMP au PPE. Dans le cadre de leur alliance avec le MoDem, ils prévoient de siéger au groupe ADLE lors de la prochaine mandature.

4 Ces chiffres ne concernent que le MoDem, l'UDI n'ayant été créé qu'en 2012, et ses députés européens ayant été élus sur les listes de la majorité présidentielle en 2009.

Les partis et leurs têtes de listes

La composition des listes par les partis politiques est souvent le fruit d'équilibres internes, devant satisfaire toutes les sensibilités, tout en préservant dans une certaine mesure les élus sortants qui bénéficient d'une influence accrue grâce à l'expérience accumulée

Union pour un Mouvement Populaire

L'UMP a désigné ses têtes de listes le 21 janvier, après des semaines de négociations délicates visant à ménager les différents courants internes, en particulier entre partisans de Jean-François Copé et de François Fillon. Les listes laissent une place non négligeable aux anciens ministres de Nicolas Sarkozy, quatre d'entre eux étant en position éligible malgré des candidatures parfois contestées. Elles assurent également la réélection de nombreux eurodéputés sortants.

Île-de-France		
1	Alain Lamassoure	Député des Pyrénées-Atlantiques, ministre des Affaires européennes puis ministre du Budget entre 1993 et 1997, Alain Lamassoure est un pro-européen notoire. Par ailleurs conseiller régional d'Aquitaine, il siège au Parlement européen de 1989 à 1993 et depuis 1999, et y préside actuellement la commission des Budgets (BUDG).
2	Rachida Dati	Porte-parole de Nicolas Sarkozy pendant la campagne pour les présidentielles en 2007, Rachida Dati a été Garde des Sceaux de 2007 à 2009. Elue Maire du 7ème arrondissement de Paris depuis 2008, elle siège au Parlement européen depuis 2009, et y est membre de la commission des Affaires économiques et monétaires (ECON).
Sud-Est		
1	Renaud Muselier	Médecin de profession, Renaud Muselier fut secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de 2002 à 2005 et député des Bouches-du-Rhône de 1993 à 2002 puis de 2007 à 2012, et fut à l'Assemblée nationale vice-président de la commission des Affaires étrangères.
2	Françoise Grossetête	Elue au Parlement européen sans interruption depuis 1994, elle a été vice-présidente du groupe PPE de 1999 à 2007. Elle est actuellement membre de la commission de l'Environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire.
Nord-Ouest		
1	Jérôme Lavrilleux	Jérôme Lavrilleux est le directeur de cabinet du président de l'UMP Jean-François Copé. Egalement conseiller général de l'Aisne.
2	Tokia Saïfi	Eurodéputée de 1999 à 2002, elle a également été Secrétaire d'État chargée du Développement durable de 2002 à 2004. Elle siège depuis au Parlement européen et est membre de la commission des Affaires étrangères (AFET).
Sud-Ouest		
1	Michèle Alliot-Marie	Michèle Alliot-Marie, ancienne ministre de la Défense (2002-2007), de l'Intérieur (2007-2009), de la Justice (2009-2010), puis des Affaires Etrangères et européennes (2010-2011), a obtenu la tête de liste dans la circonscription sud-ouest, que visait originellement Alain Lamassoure.
2	Franck Proust	Agent d'assurance à Nîmes, Franck Proust est entré au Parlement européen en 2011 en remplacement de Dominique Baudis, devenu Défenseur des droits. Il est actuellement membre de la commission du Commerce international (INTA).
Ouest		
1	Alain Cadec	Agent général d'assurances, Alain Cadec est entré au Parlement européen en 2009. Il y occupe actuellement la vice-présidence de la commission de la Pêche (PECH).
2	Elisabeth Morin-Chartier	Présidente du Conseil régional de Poitou-Charentes (2002-2004), Elisabeth Morin-Chartier est membre du PE depuis 2007, et y est actuellement vice-présidente de la commission des Droits des femmes et de l'égalité des genres (FEMM).
Est		
1	Nadine Morano	Ancienne députée de Meurthe-et-Moselle, Secrétaire d'Etat chargée de la Famille puis ministre du Travail sous le gouvernement Fillon II.
2	Arnaud Danjean	Par ailleurs conseiller régional de Bourgogne, Arnaud Danjean est élu au Parlement européen depuis 2009. Il y préside la sous-commission Sécurité et défense (SEDE), qui est une sous-commission de la commission AFET.
Massif Central – Centre		
1	Brice Hortefeux	Successivement ministre délégué aux Collectivités territoriales (2005-2007), ministre de l'Immigration (2007-2009), du Travail (2009) et de l'Intérieur (2009-2011) sous les trois gouvernements Fillon, il siège actuellement au Parlement européen, où il est membre de la commission du Développement régional (REGI).
Outre-Mer		
1	Maurice Ponga	Instituteur de profession, longtemps élu local en Nouvelle-Calédonie, Maurice Ponga est élu au PE en 2009.

Parti Socialiste

Ayant réalisé un score modeste lors des élections européennes de 2009 (16% des voix représentant 14 sièges alors que la délégation socialiste français était la 1^{ère} délégation de 2004-2009), le PS se prépare à un scrutin difficile. Les têtes de listes ont été désignées dès novembre 2013, ménageant les différents courants présents au PS et la réélection d'eurodéputés sortant.

Île-de-France		
1	Harlem Désir	Premier secrétaire du Parti socialiste depuis 2012, Harlem Désir est député européen depuis 1999. Il y est actuellement membre de la commission du Commerce international (INTA).
2	Pervenche Bérès	Elue au Parlement européen depuis 1994, Pervenche Bérès fait partie des eurodéputés les plus impliqués dans le travail législatif européen. Elle a présidé la commission ECON de 2004 à 2009, et préside depuis 2009 la commission de l'Emploi et des affaires sociales (EMPL).

Sud-Est		
1	Vincent Peillon	Eurodéputé depuis 2004, Vincent Peillon a quitté le Parlement européen après son entrée au gouvernement comme ministre de l'Éducation nationale en 2012.
2	Sylvie Guillaume	Siégeant au Parlement européen depuis 2009, Sylvie Guillaume y est actuellement membre de la commission Libertés civiles, justice et affaires intérieures (LIBE), ainsi que vice-présidente du groupe S&D.

Nord-Ouest		
1	Gilles Pargneau	Premier secrétaire de la Fédération du Nord du PS depuis 2005 et membre de son bureau national, Gilles Pargneau entre au Parlement européen en 2009. Il y est aujourd'hui membre de la commission ENVI.
2	Claude Roiron	Enseignante de profession, ancienne présidente du Conseil général d'Indre-et-Loire, proche de Laurent Fabius, Claude Roiron a obtenu la seconde place sur les listes dans la région Nord-Ouest.

Sud-Ouest		
1	Virginie Rozière	Virginie Rozière a été désignée par le PRG en janvier. Elle est actuellement directrice adjointe du cabinet de Sylvia Pinel au ministère de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme.
2	Eric Andrieu	Eurodéputé sortant, il est entré au Parlement européen en 2012 suite à la nomination de Kader Arif au gouvernement, et y est membre de la commission Agriculture et développement rural (AGRI).

Ouest		
1	Isabelle Thomas	Numéro 3 sur la liste Ouest aux européennes de 2009, Isabelle Thomas devient députée européenne en 2012 à la suite de la nomination de Stéphane Le Foll comme ministre de l'agriculture. Au Parlement européen, elle est membre de la commission PECH.
2	Emmanuel Maurel	Membre du bureau national du PS, chef de file de l'aile gauche du parti avec son courant Maintenant la gauche, Emmanuel Maurel est conseiller régional d'Île-de-France depuis 2004, et vice-président du Conseil régional chargé de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'alternance depuis 2009.

Est		
1	Edouard Martin	La présence en tête de listes d'Edouard Martin, syndicaliste CFTD qui s'est fait connaître en luttant contre la fermeture du site ArcelorMittal de Florange, est le résultat de longues tractations. Critique envers le gouvernement, il a finalement accepté la proposition du PS de conduire ses listes dans la circonscription Est et de siéger auprès des socialistes au Parlement européen, sans toutefois adhérer au PS.
2	Catherine Trautmann	D'abord désignée tête de listes dans l'Est, Catherine Trautmann a dû laisser sa place à Edouard Martin. Eurodéputée depuis 1989 (excepté entre 1997 et 2004 lorsqu'elle a été ministre des gouvernements Jospin), elle est membre de la commission de l'Industrie, de la recherche et de l'énergie (ITRE).

Massif Central – Centre		
1	Jean-Paul Denanot	Professeur pendant de nombreuses années, Jean-Paul Denanot devient eurodéputé en 2008 suite à l'élection de Bernadette Bourzai, qu'il suivait sur les listes électorales, au Sénat. Aujourd'hui président du Conseil régional du Limousin, il a annoncé son intention d'abandonner ce poste pour se consacrer à son mandat de député européen lorsqu'il rejoindra le Parlement européen.
2	Karine Gloanec	Vice-présidente du Conseil régional du Centre, Karine Gloanec est également vice-présidente du Laboratoire des idées du PS, et présidente de la commission culture de l'Association des régions de France.

Outre-Mer		
		<i>Calendrier et procédure à part.</i>

Europe Ecologie Les Verts

Les écologistes ont arrêté leurs listes pour les élections européennes de 2014 en décembre 2013 à l'issue d'une réunion du Conseil fédéral du parti. Les délégués d'Europe Écologie-Les Verts ont désigné leurs candidats après un premier tour de vote consultatif chez les militants d'EELV.

Le parti, qui avait connu un succès inattendu aux européennes de 2009 en faisant jeu égal avec le PS avec plus de 16% des voix et 14 eurodéputés (devenus 16 par la suite), s'attend à un scrutin plus difficile cette fois, et mise plutôt sur six candidats éligibles au Parlement européen, voire "huit à dix" si les résultats s'avèrent meilleurs que prévus. Les listes écologistes ménagent une très large place aux eurodéputés sortants.

Île-de-France		
1	Pascal Durand	Cofondateur d'Europe Écologie en 2008, il en a été le secrétaire national de juin 2012 à novembre 2013, poste qu'il a quitté après avoir lancé un ultimatum au gouvernement socialiste appelant à des mesures écologiques.
2	Eva Joly	D'abord connue en tant que juge d'instruction dans des grandes affaires politico-judiciaires au cours des années 1990, Eva Joly, par ailleurs candidate écologiste aux présidentielles de 2012, est élue au Parlement européen depuis 2009 et y préside la commission du Développement (DEVE).

Sud-Est		
1	Michèle Rivasi	Professeur agrégée, députée de la Drôme de 1997 à 2002, Michèle Rivasi siège au Parlement européen depuis 2009, et y est membre de la commission de l'Industrie, de la recherche et de l'énergie (ITRE).
2	Karim Zéribi	Candidat aux élections européennes de 2009 en troisième position de la liste PS dans le Sud-Est, Karim Zéribi rejoint les rangs d'EELV en 2010. En mai 2012, il devient député européen en remplacement de Vincent Peillon, suite à la nomination de ce dernier au gouvernement. Il est actuellement membre de la commission AFET.

Nord-Ouest		
1	Karima Delli	L'une des plus jeunes membres du Parlement européen, Karima Delli y est élue en 2009. Elle siège actuellement à la commission de l'Emploi et des affaires sociales (EMPL).
2	François Veillerette	Enseignant, ancien président de Greenpeace France et de Générations Futures, François Veillerette en est actuellement le porte-parole. Il est également vice-président du conseil régional de Picardie en charge de l'Environnement, l'Alimentation et la Santé.

Sud-Ouest		
1	José Bové	Figure du mouvement altermondialiste en France, candidat aux présidentielles de 2007, José Bové est député européen depuis 2009. Au Parlement européen, il est vice-président de la commission AGRI. Il s'est également porté candidat pour diriger la campagne des Verts au niveau européen lors des élections prochaines.
2	Catherine Grèze	Membre des Verts depuis 1985, Catherine Grèze entre au Parlement européen en 2009. Elle y est actuellement membre de la commission du Développement (DEVE).

Ouest		
1	Yannick Jadot	Directeur des campagnes de Greenpeace France de 2002 à 2008, il rejoint ensuite Europe Ecologie et est élu au Parlement européen en 2009. Il y est actuellement vice-président de la commission du Commerce international (ITRE).
2	Nicole Kiil-Nielsen	Militante féministe et anti-nucléaire depuis la fin des années 1960, Nicole Kiil-Nielsen est élue sur les listes EELV au Parlement européen en 2009, et y est membre de la commission AFET.

Est		
1	Sandrine Bélier	Juriste de l'environnement et des droits de l'homme, ancienne directrice de France Nature Environnement, négociatrice lors du Grenelle de l'environnement, Sandrine Bélier a été élue députée européenne en 2009, et est actuellement membre de la commission ENVI.
2	« Candidat d'ouverture »	

Massif Central – Centre		
1	Clarisse Heusquin	Agée de 25 ans, Clarisse Heusquin est l'une des dirigeantes de la Fédération des Jeunes Verts Européens à Bruxelles.
2	« Candidat d'ouverture »	

Outre-Mer		
1	Yvette Duchemann	Enseignante, adhérente EELV depuis 2009, Yvette Duchemann conduira les listes écologistes en Outre-Mer.

Alternative UDI-MoDem

Avec plusieurs semaines de retard, UDI et MoDem ont dévoilé jeudi 6 mars les listes de leur alliance électorale, l'Alternative, pour les élections européennes à venir.

Négociations difficiles pour les positions éligibles, échéance des municipales approchant rapidement, hospitalisation de Jean-Louis Borloo pendant plusieurs semaines, nombreuses furent les raisons pour les centristes français de repousser la publication de leurs listes pour les élections de mai prochain. Un accord satisfaisant les deux partis a finalement été trouvé, ménageant un équilibre entre les candidats UDI et MoDem, entre eurodéputés sortants et nouvelles têtes, et entre personnalités de premier plan et techniciens influents à Bruxelles.

Par ailleurs, les eurodéputés de l'UDI et du MoDem siégeront lors de la prochaine mandature du Parlement européen au groupe de l'ADLE, bien que l'UDI ait fait partie jusque-là du PPE.

Île-de-France		
1	Marielle De Sarnez	Eurodéputée sortante, membre de la commission du Commerce international (INTA) et de la commission des Affaires étrangères (AFET) du Parlement européen, elle a notamment été rapporteure sur « UE-Chine, un échange inégal », la protection des mineurs sur Internet et Erasmus Mundus.
2	Jean-Marie Cavada	Eurodéputé sortant, Jean-Marie Cavada est journaliste de profession. Ancien président de Radio France, il a présidé au Parlement européen la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures. Il préside l'inter-groupe médias et est également président du Mouvement Européen-France.
Sud-Est		
1	Sylvie Goulard	Eurodéputée sortante, Sylvie Goulard a été conseillère auprès de Romano Prodi et présidente du Mouvement Européen-France. Membre de la Commission des affaires économiques et monétaires (ECON), elle préside également l'intergroupe « extrême pauvreté et droits de l'homme, comité quart-monde ».
2	Thierry Cornillet	Avocat, Thierry Cornillet a été député européen de 1999 à 2009. Co-rédacteur de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, il a été le premier rapporteur permanent du Parlement européen pour l'action humanitaire.
Nord-Ouest		
1	Dominique Riquet	Eurodéputé sortant, Dominique Riquet est vice-président de la Commission des transports et du tourisme (TRAN) et membre de la commission des budgets (BUDG). Il a été en outre rapporteur sur le mécanisme de financement des infrastructures (transports, énergie, télécom), et sur le fonds européen d'ajustement à la mondialisation.
2	Carole Ulmer	Directrice des études du think-tank <i>Confrontations Europe</i> , Carole Ulmer mène des travaux de recherche en lien avec la société civile portant notamment sur le marché intérieur, les affaires sociales et le budget européen. Par ailleurs, elle anime le club des députés européens de l'association europe@work.
Sud-Ouest		
1	Robert Rochefort	Eurodéputé sortant, Robert Rochefort fut aussi directeur général du CREDOC. Membre de la Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs (IMCO), il est impliqué en faveur des TPE-PME en Europe.
2	Muriel Boulmier	Présidente d'un groupe de travail sur les évolutions démographiques en Europe, Muriel Boulmier est l'auteur de deux rapports sur « l'adaptation de l'habitat face au défi de l'évolution démographique » et sur « le bien vieillir à domicile ». Elle met aussi en œuvre de nombreux projets financés par les fonds structurels européens.
Ouest		
1	Jean Arthuis	Ancien ministre de l'Économie et des Finances, chargé de la préparation à la monnaie unique, Jean Arthuis est chargé en 2011 d'une mission sur l'avenir de la zone euro. Il est l'auteur de « <i>L'Europe, dernière chance pour la France</i> ».
2	Laurence Maillart-Méhaignerie	Chef d'entreprise à Rennes, Laurence Maillart-Méhaignerie fut responsable des affaires européennes au Conseil régional de Bretagne, et a conduit une mission pour la Commission européenne.
Est		
1	Nathalie Griesbeck	Eurodéputée sortante, conseillère générale de Metz, Nathalie Griesbeck est maître de conférences en droit public à l'université de Lorraine. Membre de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE), elle s'est particulièrement impliquée sur la protection des mineurs.
2	Quentin Dickinson	Journaliste, correspondant historique de Radio France à Bruxelles, Quentin Dickinson assure la couverture de toutes les élections européennes depuis qu'elles relèvent du suffrage universel direct.
Massif Central – Centre		
1	Sophie Auconie	Eurodéputée sortante, Sophie Auconie est membre de la commission de l'Environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire (ENVI). Elle est également gouverneur au Conseil mondial de l'eau.
2	Hervé Prononce	Agriculteur en Auvergne, ancien étudiant de l'ESSEC, Hervé Prononce est maire de dans le Puy-de-Dôme et est particulièrement engagé dans la défense du monde agricole.
Outre-Mer		
		<i>Calendrier et procédure à part.</i>

Front de Gauche

Depuis plusieurs mois, les relations entre PCF et Parti de gauche, qui forment le Front de Gauche, sont tumultueuses. Le plus gros différend concerne la position divergente des deux partenaires dans le cadre des municipales à Paris : le PCF, porté par son numéro un, a choisi de s'allier avec le PS, alors que le Parti de Gauche défend l'indépendance vis-à-vis des socialistes.

Inconcevable il y a quelques mois, la disparition du Front de gauche est ainsi devenue envisageable. En février, Pierre Laurent, secrétaire général du PCF, a toutefois répondu indirectement aux doutes exprimés par Jean-Luc Mélenchon lors de l'émission BFM Politique en réaffirmant la volonté de son parti de constituer des listes communes pour les européennes avec le Parti de Gauche.

Mais si le principe de listes Front de gauche aux prochaines européennes reste d'actualité, reste à les composer. La « clé de répartition » retenue en 2009, à savoir trois têtes de listes PCF, trois Parti de Gauche et une d'une autre sensibilité, pourrait être reconduite. Le PCF s'est par ailleurs dit favorable à la reconduction des sortants dans leur circonscription : Patrick Le Hyaric (Île-de-France), Jacky Hénin (Nord-Ouest), Jean-Luc Mélenchon (Sud-Ouest), Marie-Christine Vergiat (Sud-Est) et Younous Omarjee (Outre-mer).

Il semble peu probable que le Front de gauche ait des listes pour les élections européennes avant les municipales.

Front national

Après avoir recueilli 6,34% des suffrages aux élections européennes de 2009, le Front national (FN) pourrait, à en croire certains sondages, connaître une percée lors des prochaines élections. Un sondage Ifop pour Le Nouvel Observateur, par exemple, place le FN en tête des intentions de votes avec 24%, devant l'UMP (22%) et le Parti socialiste (19%).

Le 19 mai 2013, Marine Le Pen a annoncé qu'elle se représenterait pour la région Nord-Ouest. Son père, âgé de 84 ans, avait annoncé dès le mois de mars qu'il se représenterait également pour la région Sud-Est. Pour les autres têtes de liste figurent Louis Aliot (Sud-Ouest), Florian Philippot (Est), Aymeric Chauprade (Île-de-France) et Gilles Lebreton (Ouest).

La présidente du Front national a en outre annoncé vouloir constituer un nouveau groupe politique au Parlement européen. Il lui faudra rassembler vingt-cinq députés de sept nationalités différentes. Des partis d'extrême-droite de cinq pays européens seraient déjà intéressés, à savoir l'Autriche, la Belgique, la Suède, l'Italie et les Pays-Bas.

Présidence de la Commission

Avec le Traité de Lisbonne qui s'applique pour la première fois à l'occasion de ces élections, le Conseil européen devra tenir compte du résultat des élections dans le choix du candidat qu'il proposera aux députés européens. Saisissant cette occasion de renforcer le pouvoir du Parlement européen en allant vers une parlementarisation renforcée du processus de désignation du président de l'exécutif européen, les partis européens ont pour la plupart choisi de désigner un chef de file et candidat à la succession de José Manuel Barroso.

Toutefois le lien n'est pas automatique, et il n'est pas certain que les chefs d'Etats et de gouvernements européens soient prêts à jouer le jeu proposé par le Parlement européen en désignant le candidat du parti remportant les législatives européennes, sans compter les résultats des élections qui peuvent aboutir sur des alliances inédites au niveau européen.

Pour l'heure, au terme de procédures différentes, cinq hommes et une femme sont en lice pour piloter la Commission européenne : Jean-Claude Juncker, Martin Schulz, Guy Verhofstadt, Alexis Tsipras, José Bové et Franziska Keller. Les deux formations eurosceptiques européennes, les Conservateurs et réformistes européens et le groupe Europe libertés démocratie, ont quant à eux choisi de ne pas suivre la démarche des autres partis européens, et donc de ne pas désigner de candidat à la présidence de la Commission européenne.

Parti Populaire Européen	JEAN-CLAUDE JUNCKER
	<p>Premier ministre luxembourgeois sans interruption de 1995 à 2013, président de l'Eurogroupe de 2005 à 2013, Jean-Claude Juncker est à 59 ans un véritable vétéran de la politique européenne, dont il connaît parfaitement les rouages et les dirigeants.</p> <p>Malgré une réputation de fédéraliste, M. Juncker a toutefois toujours su défendre les intérêts luxembourgeois. Pendant des années, il a bloqué l'adoption de la directive sur la fiscalité de l'épargne et réclamé des exemptions.</p> <p>En 2004, il figurait déjà sur la liste des prétendants à la Commission et en 2009, s'était porté candidat pour la Présidence du Conseil européen. Ayant pu compter notamment sur le soutien d'Angela Merkel, sa candidature s'est finalement imposée au PPE face au français Michel Barnier lors du congrès que tenait le parti les 6 et 7 mars 2014.</p>

Parti Socialiste Européen	MARTIN SCHULTZ
	<p>Officialisée le 1^{er} mars lors du Congrès du PSE à Rome, la candidature de l'Allemand Martin Schultz était connue de longue date.</p> <p>Élu à Bruxelles depuis 1994, il a depuis gravi tous les échelons, devenant tour à tour chef de la délégation du SPD au Parlement européen puis président du groupe S&D, et enfin président du Parlement.</p> <p>Malgré des relations parfois compliquées avec les socialistes français, Martin Schultz est soutenu, bien que discrètement, par François Hollande. Ses relations avec Angela Merkel sont quant à elles ambiguës.</p>

ADLE	GUY VERHOFSTADT
	<p>Ancien Premier ministre belge, fédéraliste convaincu, Guy Verhofstadt estime qu'une intégration politique accrue est la seule solution pour sortir l'Europe de la crise et combler son déficit démocratique.</p> <p>Co-auteur d'un livre sur le sujet avec Daniel Cohn-Bendit en 2012 (« <i>Debout l'Europe</i> »), il siège comme député européen à Strasbourg depuis 2009, et est également président du groupe ADLE où siègent les élus Modem.</p> <p>Pour s'imposer comme le prétendant de son parti à la présidence de la Commission, il a dû batailler contre le commissaire finlandais aux Affaires économiques. Olli Rehn, qui a finalement accepté d'être seulement co-dirigeant de la campagne.</p> <p>En 2004, son nom a circulé pour succéder à Romano Prodi, mais s'est confronté au refus des Britanniques.</p>

Verts européens	JOSE BOVE et SKA KELLER
 	<p>Tradition paritaire interne du parti oblige, les écologistes ont désigné deux prétendants.</p> <p>Le plus connu des deux, le Français José Bové, est une figure de l'altermondialisme et de la lutte anti-OGM. Eurodéputé depuis 2009, vice-président de la commission Agriculture, il milite également en faveur de la transparence et la lutte contre les lobbys.</p> <p>A ses côtés, l'Allemande Franziska Keller est à 32 ans députée européenne depuis 2009. Ancienne porte-parole des Jeunes Verts européens, elle est arrivée devant son homologue français en nombre de voix lors de la primaire des verts. Membre de la commission du Commerce international, elle est diplômée de l'Université Libre de Berlin en études islamiques, turques et juives.</p>

Gauche européenne (PGE)	ALEXIS TSIPRAS
	<p>L'ascension politique d'Alexis Tsipras est intimement liée à la crise de la zone euro. En 2009, son parti en Grèce, Syriza, n'a obtenu que 4,6 % des voix lors des législatives grecques. Mais à la suite de l'aggravation de la crise économique et les scandales de corruption qui secouent le parti socialiste grec, le Pasok, Syriza est aujourd'hui devenu le second parti du pays.</p> <p>M. Tsipras s'est toujours opposé aux mesures d'austérité imposées à la Grèce en échange de l'aide financière européenne. Aujourd'hui, il appelle à l'organisation d'une conférence internationale pour réduire la dette grecque qu'il juge insoutenable.</p> <p>Le président du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, voit en lui un « exemple ».</p>